

**Le gouvernement japonais a officiellement annoncé, ce mardi, un assouplissement majeur de ses règles encadrant les exportations de matériels militaires. Cette décision, entérinée par le cabinet et le Conseil de sécurité nationale, met fin à des décennies d'autolimitation dans ce domaine et marque un tournant profond dans la politique de défense de l'archipel.**

Par le passé, le Japon exportait munitions et matériel militaire, notamment durant la guerre de Corée dans les années 1950, mais il avait ensuite adopté une interdiction conditionnelle des exportations d'armes en 1967, puis une interdiction totale une décennie plus tard. Ces dernières décennies, Tokyo a consenti des exceptions, avant d'ouvrir la voie en 2014 aux exportations pour cinq catégories de produits militaires non létaux : sauvetage, transport, alerte, surveillance et déminage.

Le cadre qui vient d'être abrogé était donc le fruit d'une sédimentation réglementaire progressivement durcie. La révision approuvée par le gouvernement Takaichi supprime les cinq catégories d'exportations qui limitaient jusqu'alors la majeure partie des ventes militaires à des équipements de sauvetage, transport, alerte, surveillance et déminage. Les ministres et responsables évalueront désormais les mérites de chaque vente proposée au cas par cas.

## Deux classifications

La réforme repose sur une simplification du cadre de classification. Les équipements de défense seront désormais reclassés en deux groupes : les armes létales et les équipements non-létaux.

Le porte-parole du gouvernement japonais, Minoru Kihara, a affirmé à la presse : « Grâce à cette révision partielle des règles, il est désormais possible, en principe, d'autoriser le transfert d'équipements de défense, y compris tous les produits finis. » Ce changement a été entériné par le gouvernement et le Conseil de sécurité nationale, selon l'agence de presse Kyodo. Des garde-fous sont néanmoins maintenus. Le Japon conserve trois principes d'exportation qui l'engagent à un filtrage strict, à des contrôles sur les transferts à des pays tiers, et à une interdiction de ventes à des pays engagés dans des conflits. Toutefois, des exemptions sont prévues dans des « circonstances particulières » où les besoins de sécurité nationale du Japon entrent en jeu.

La première ministre Sanae Takaichi, en poste depuis octobre 2025, en avait fait un marqueur de sa politique. Elle soutient que cette évolution permettra à l'archipel de renforcer sa défense nationale, tout en stimulant l'industrie de l'armement nationale pour en faire un moteur de croissance économique.

Sur le plan géopolitique, la réforme s'inscrit dans un contexte de tensions régionales accrues. Selon ses partisans, cette révision permettra d'intégrer davantage le pays à la chaîne d'approvisionnement internationale dont il dépend, et ainsi de renforcer les liens défensifs, diplomatiques et économiques avec les nations partenaires, dans un contexte d'instabilité régionale croissante face au renforcement militaire de la Chine et aux menaces de la Corée du Nord.

L'expert Heigo Sato, de l'université Takushoku, a indiqué à l'Agence France-Presse que le Japon devait profiter de cette période de paix pour garantir sa « *préparation au combat* » en mettant en place un système assurant la fluidité des échanges d'armes et de munitions entre alliés.

## **Les clients potentiels et les premiers contrats**

Les discussions commerciales sont déjà avancées avec plusieurs pays. Parmi les premiers clients potentiels figurent l'armée polonaise et la marine philippine, qui modernisent leurs forces face à des défis sécuritaires régionaux. L'un des premiers contrats que le gouvernement Takaichi devrait approuver est l'exportation de frégates d'occasion vers les Philippines, pays engagé dans une confrontation maritime avec Pékin en mer de Chine méridionale. Des systèmes de défense antimissile pourraient suivre, selon deux sources officielles japonaises.

Le secrétaire philippin à la Défense, Gilberto Teodoro, a salué ce changement de règles, indiquant dans un communiqué qu'il donnera à son pays accès à des équipements de défense de la plus haute qualité, ce qui renforcera la résilience nationale et contribuera à la stabilité régionale par la dissuasion.

Côté européen, Mariusz Boguszewski, chef de mission adjoint à l'ambassade de Pologne au Japon, a déclaré que les deux pays pouvaient combler mutuellement des lacunes dans leurs arsenaux, notamment dans les domaines des systèmes anti-drones et de la guerre électronique. Par ailleurs, le Japon et l'Australie ont signé un contrat de 7 milliards de dollars qui verra Mitsubishi Heavy Industries construire les trois premiers de onze navires de guerre destinés à la marine australienne. Tokyo cherche ainsi à bâtir des chaînes d'approvisionnement asiatiques en matière de défense moins tributaires de Washington.

## **Une industrie de défense prête à se déployer**

L'industrie japonaise de défense, longtemps cantonnée au marché intérieur, se prépare à cette transition. Mitsubishi Electric a annoncé une réorganisation de ses équipes commerciales à Londres et Singapour, visant à générer 600 milliards de yens, soit environ 3,2 milliards d'euros, dans le secteur de la défense d'ici 2031. Parallèlement, Toshiba investit dans ses capacités de production avec un plan de recrutement de 500 experts sur trois ans.

Cinq groupes japonais — Mitsubishi Heavy Industries, Kawasaki Heavy Industries, Fujitsu, Mitsubishi Electric et NEC — figurent déjà dans les cent premières entreprises mondiales d'armement et de défense en termes de revenus, selon l'*Institut international de recherche sur la paix de Stockholm* (Sipri).

Même avec les restrictions actuelles, l'industrie d'armement japonaise est comparable en taille à celles de la Corée du Sud, de l'Allemagne, de l'Italie et d'Israël, et représente presque le double de celle de l'Inde, selon l'analyse du SIPRI des revenus des principaux contractants de défense en 2024. L'industrie américaine, à titre de comparaison, est 25 fois plus grande.

La réforme du 21 avril 2026 s'inscrit dans une transformation plus large et progressive de la posture de défense japonaise, amorcée avec les premières réformes d'Abe Shinzo en 2014 et accélérée depuis lors. Andrew Koch, fondateur du cabinet de conseil en défense Nexus Pacific,

basé à Tokyo, résume la dynamique ainsi : « *Le Japon était en quelque sorte dans la boîte de sanction à cause de la Seconde Guerre mondiale, franchement. Mais il allait inévitablement se rapprocher du centre de la politique mondiale.* »

Le budget de défense du Japon pour l'exercice 2026 est établi à un niveau record d'environ 9 000 milliards de yens, soit environ 58 milliards de dollars, dans le cadre d'un programme quinquennal de 43 000 milliards de yens visant à porter les dépenses militaires à 2 % du PIB d'ici 2027. Dans ce contexte, l'ouverture à l'exportation constitue autant une nécessité industrielle qu'un choix géopolitique : permettre aux entreprises nationales d'amortir les coûts de développement, d'élargir leurs capacités de production et de s'intégrer dans des chaînes d'approvisionnement alliées moins dépendantes des seuls États-Unis.